

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1.1	: PREPARATION DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DU 3 DECEMBRE.....	2
1.1.1	<i>Organisation des élections</i>	2
1.1.2	<i>Candidats et campagne électorale.....</i>	6
1.1.3	<i>Opposition.....</i>	9
1.1.4	<i>Tentative de coup d'État du général Andrianafidisoa dit Fidy.....</i>	10
1.1.5	<i>Relations Églises-État</i>	13
1.2	« BONNE GOUVERNANCE », LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.....	14
2	DROITS HUMAINS	15
3	ENSEIGNEMENT	16
4	MEDIAS.....	16
5	COOPERATION.....	18
6	ÉCONOMIE	18
6.1	BANQUE MONDIALE	18
6.2	SITUATION ECONOMIQUE, GESTION DE L'EAU, ENERGIES	18
7	SANTE PUBLIQUE, CALAMITES, ENVIRONNEMENT	19

1 POLITIQUE INTÉRIEURE

1.1 : Préparation de l'élection présidentielle du 3 décembre

1.1.1 Organisation des élections

Quatre ministres interdits de campagne électorale pour le président-candidat : Marc Ravalomanana a annoncé les règles de jeu. *"Quatre ministres ne pourront pas s'adonner à la propagande électorale. Ce sont les ministres de la Justice, de la Sécurité publique, de l'Intérieur et de la réforme administrative ainsi que celui de la Défense nationale"*, a-t-il souligné. (D'après L'Express du 04/11/2006)

Hcc : quid de son statut ? Les missions de « sensibilisation » effectuées en province par les membres de la Hcc qui font pour l'occasion, le rodage de leurs 4 x 4, sont sujettes à polémique. *Ce genre de missions ne figure nullement parmi les attributions de cette haute juridiction.* « Pendant la durée de leur mandat, les membres de la Hcc ne peuvent prendre aucune position publique sur les matières relevant de la compétence de la Hcc ni être consultée sur les mêmes matières » selon la loi organique relative à l'organisation de la Hcc. (D'après Midi du 07/11/2006)

Les candidats face aux ambassadeurs : Les candidats à l'élection présidentielle rencontrent les ambassadeurs des organismes ou pays qui financent l'organisation de l'élection. *C'est une première dans les annales des élections à Madagascar.* Les candidats à l'élection présidentielle auront en face d'eux les chefs des missions diplomatiques en poste à Antananarivo, *"tous membres du groupe de partenaires techniques et financiers du processus électoral"*, explique Benoît Girardin, chargé d'affaire suisse. (D'après L'Express du 07/11/2006)

11 des 14 candidats demandent le report du scrutin et tentent de faire pression sur la communauté internationale : *"Dans les conditions actuelles, il est impossible de tenir une élection libre, transparente et démocratique"*, a soutenu le pasteur Daniel Rajakoba, après la rencontre des candidats avec les chefs des missions diplomatiques. Une fois encore, l'inconstitutionnalité de la date du 3 décembre et l'organisation matérielle de la consultation populaire ont été soulevées par les candidats, pour appuyer leur demande. Une manière pour eux de *préparer l'opinion publique à une nouvelle crise post-électorale dont les bailleurs de fonds seront désignés responsables.* (D'après L'Express et Tribune du 08/11/2006)

Respect de la Constitution : le candidat président devrait démissionner. La démission du président en exercice à partir de ce 3 novembre est *exigée de certains constitutionnalistes et de candidats* pour lesquels la date d'investiture officielle est celle du 6 mai, date de la deuxième investiture, rendant par conséquent l'élection du 3 décembre anticipée. Pour ceux-ci, la démission du candidat Marc Ravalomanana s'impose immédiatement pour que la date du 3 décembre soit conforme à la Constitution, qui stipule que *« l'élection du président de la République a lieu 30 jours au moins et 60 jours au plus avant l'expiration du mandat du président en exercice »*. Plus d'un s'inquiètent de l'issue de cette élection *« truffée d'inconstitutionnalités »*, qui en fait une *« élection à risque »*, *susceptible de contestations qui aboutiraient à des troubles.* Le pouvoir cherche notamment à avoir *le contrôle de la ville de Toamasina* où il serait plus facile de provoquer des troubles étant donné que les partisans de l'ancien régime y sont encore nombreux. Et Toamasina où l'accueil de Pierrot Rajaonarivelo a failli virer aux affrontements avec les forces de l'ordre. (D'après Tribune du 03/11/2006)

Débat sur la date du 3 décembre : possibilité théorique de déchéance du chef de l'État : la Plate-forme pour la promotion de l'État de droit (PPED) et l'Association des amis de la loi et de la liberté (ASLF) par l'intermédiaire de Richard Razakavonison, avocat général à la Cour suprême, ont évoqué la possibilité d'une déchéance du président de la République. "Faute d'avoir démissionné, le chef de l'État peut encourir la déchéance", assure celui qui est aussi secrétaire général du Syndicat des magistrats. A l'entendre, l'anticipation de l'élection présidentielle, en dehors de toute vacance de poste du chef de l'État, est une violation grave de la Constitution. « Si l'une des conditions prévues par l'article 52 n'est pas respectée, à savoir la démission ou la déchéance, et si la date du 3 décembre est maintenue, on ne peut pas parler d'une élection fondée sur la Constitution », devait indiquer ce juriste. Une manière de dire que ce scrutin est illégal au même titre que celui qui sera élu à la tête du pays. **Le magistrat reconnaît néanmoins les limites de sa proposition :** l'absence de la Haute cour de justice destinée à juger le président de la République et à prononcer la déchéance, ainsi que les difficultés de la procédure de mise en accusation. Celle-ci n'est possible qu'après vote séparé et à main levée des 2/3 des membres composant chacune des deux Chambres parlementaires. (D'après L'Express et Tribune du 06/11/2006)

Le 3 décembre a une valeur constitutionnelle selon André Haja Resampa, chercheur au Centre de recherche et d'études des droits de l'homme, juriste constitutionnel, spécialiste des droits fondamentaux africains. « C'est bien dans le cadre d'un droit qu'il a reçu de la Constitution, soit celui d'avoir sa propre vision quant à l'interprétation et l'application de cette Constitution, que le président a estimé que la date du 3 décembre était celle qui était la plus appropriée, d'où cette sollicitation de l'avis de la Hcc ». "Le choix de cette date anticipée a été fait pour des raisons d'ordre climatique", la saison des pluies s'étalant de décembre à mars. Il ne s'agit pas de dire que l'avis de la Hcc était bien argumenté et bien fondé, il s'agit simplement de dire que dans une démocratie constitutionnelle, il faut se plier aux normes, décisions et avis ayant valeur constitutionnelle puisque telles sont les règles de la science juridique. (D'après Tribune du 18/11/2006)

Bataille d'arrière-garde sur la démission du président : Marc Ravalomanana est insensible aux pressions politiques. Alors que certains espéraient qu'il démissionnerait au plus tard le 3 novembre pour légaliser la date de l'élection présidentielle du 3 décembre, il s'est envolé à Pékin pour participer au forum Chine - Afrique. Il est un peu tard pour remettre en cause cette échéance du 3 décembre, même avec des arguments irréfutables. Désormais, les états-majors politiques ne se préoccupent plus que du début de la campagne, le 12 novembre. (D'après L'Express du 07/11/2006)

Plainte des parlementaires de l'opposition contre les membres de la Hcc : ces élus ont déposé une plainte pour délit de déni de justice, fait prévu et puni par le code pénal, contre le président et les membres de la Hcc au tribunal de première instance d'Antananarivo. Rappelons qu'ils avaient saisi la Hcc le 8 novembre pour faire constater la vacance de la Présidence de la République depuis le 4 novembre et la disqualification pour cause de déchéance du candidat Ravalomanana à l'élection présidentielle mais que ces requêtes n'ont connu aucune suite à ce jour. (D'après Tribune du 18/11/2006)

Temps d'antenne gratuit réparti aux candidats par décision du Cne : 35 minutes gratuites par jour à la Rnm et à la Tvm seront mises à la disposition des candidats à l'élection présidentielle, à raison de 5 minutes par candidat. Cela s'appliquera du 12 novembre au 1er décembre. Ainsi, les 14 candidats seront répartis en 2 groupes de 7. Chaque groupe aura à

intervenir, tous les 2 jours en alternance, dans la soirée, avant le journal. (D'après L'Express du 06/11/2006)

Les adeptes du Kung Fu réapparaissent pour calmer le jeu : sentant l'atmosphère politique très tendue à l'approche de l'élection présidentielle, l'Association kung-fu wisa veut assumer une part de responsabilité dans le maintien de la sécurité. Témoin de l'histoire, l'association invite toute la population à garder son sang-froid et à prendre ses responsabilités, pour que le scrutin puisse se dérouler dans le calme. Et elle en appelle à la vigilance de chacun *pour ne pas tomber dans le piège de la discrimination raciale et de l'incitation à la haine raciale*. (D'après L'Express du 09/11/2006)

Des experts étrangers pour évaluer l'organisation du 3 décembre : ils sont élus, membres d'associations ou partis politiques. Ils viennent du Nigeria, de l'Indonésie ou encore des Etats-Unis. Ils viennent observer la préparation du scrutin. Réunis par l'*Institut national démocratique* (Ndi), ils vont rencontrer divers responsables du gouvernement, les candidats ainsi que les acteurs impliqués dans les élections. A la fin de leur séjour, dans deux semaines, ils vont faire part de leurs observations et de leurs recommandations. Pour cela, ils vont se baser sur la «*déclaration des principes d'observation internationale des élections*» et «*les principes et directives de la Sadc régissant les élections démocratiques*». Le Ndi, dont le siège est à Washington, collabore étroitement avec le Cnoe. Il est composé d'experts volontaires qui oeuvrent pour le renforcement et la consolidation de la démocratie partout dans le monde. (D'après Les Nouvelles du 10/11/2006)

Le Conseil national d'observation des élections (kmf/Cnoe) tire la sonnette d'alarme sur les imperfections des listes électorales : "Nous voulons attirer l'attention de l'opinion publique sur le fait qu'à ce rythme-là, les listes électorales risquent de ne pas être prêtes le 28 novembre", déclare-t-il. "Il existe des erreurs et des retards dans le processus d'informatisation des listes électorales". "Celles-ci subissent également trop de va-et-vient entre le fokontany et les régions. Ce qui empêche la population de procéder aux vérifications. Les remarques sont en gros partagées par le Cne, l'organe de surveillance de l'organisation de l'élection. Mais le ministère tente de rassurer l'opinion qui concède une défaillance "de près de 10%" au maximum dans les listes électorales. (D'après L'Express du 11/11/2006)

Le Cne entend remplir correctement sa mission : c'est ainsi qu'il lance un avertissement à certains partisans, zélés, des candidats. "Nous rappelons qu'il est interdit d'utiliser les voitures administratives lors de la campagne électorale", a fait savoir Théodore Randrezason. "C'est également le cas des bâtiments publics", poursuit-il. Dans sa mission de contrôle de supervision de l'organisation du scrutin, il dénonce *le manque de collaboration* de certains responsables de régions et de ce fait *s'interdit de cautionner certaines listes électorales*. Il déplore que le ministère de l'Intérieur et le Pnud ne réagissent pas à temps et en faveur de la transparence. (D'après L'Express et Tribune du 23/11/2006)

Un code de bonne conduite électorale proposé par l'Observatoire national de l'intégrité (Oni). Il a annoncé officiellement la publication d'un document de travail appelé Code de bonne conduite électorale, élaboré principalement à partir des éléments trouvés dans les projets préétablis par le Ffkm et le Kmf/Cnoe. Il est prévu que ce code soit édité et diffusé. (D'après L'Express du 11/11/2006)

40 000 imprimés de procès-verbaux supplémentaires commandés : le ministère de l'Intérieur et de la réforme administrative veut "satisfaire les candidats". A la demande de ces derniers, "les délégués de candidat présents dans les bureaux de vote pourront aussi obtenir un

exemplaire du procès-verbal autocopiant. Une commande de 40 000 imprimés supplémentaires a été, en effet, passée pour permettre aux candidats, ou à leurs délégués, présents au moment du dépouillement, d'avoir un exemplaire du procès-verbal à l'issue des opérations de vote. L'impossibilité de confronter les résultats avait été à la source de la douloureuse crise de 2002. (D'après L'Express du 15/11/2006)

Les procès-verbaux seront confrontés : la Hcc annonce son intention de procéder à la confrontation des procès-verbaux. « *Il ne faut pas oublier que les procès-verbaux dont disposent les candidats constituent des preuves* », explique son président. "La confrontation des procès-verbaux ne se limitera pas aux fokontany, mais pourra être effectuée auprès des Commissions de recensement matériel des votes ou au niveau national, auprès de la Haute cour".(D'après L'Express du 25/11/2006)

L'Ong américaine National democratic institute (Ndi) critique l'organisation de l'élection présidentielle : l'équipe composée de plusieurs personnalités issues de différents pays, inventorie les faiblesses du système actuel. Elle évoque les *handicaps du Cne*, chargé de superviser les élections, ainsi que le « *manque de transparence" au niveau de la Hcc*, juridiction chargée de juger et proclamer les résultats du scrutin. « *Cette situation, couplée avec le retard dans la proclamation des résultats a, par le passé, contribué à la création de tensions post-électorales* ». Outre ces trois points, les membres de la délégation de l'Ong pointent du doigt *la confection de la liste électorale, l'utilisation du bulletin multiple* ou encore *l'accès aux médias*. Ils montrent également leur "préoccupation vis-à-vis du *manque apparent d'informations mises à la disposition des citoyens*". Les membres de la délégation ont déjà rencontré des responsables de la Présidence. Ils comptent également "fournir des copies de leur déclaration à la communauté internationale » (D'après L'Express du 17/11/2006)

Pas de délai supplémentaire pour le dépôt de bulletins de vote : l'Exécutif vient de se déclarer officiellement contre la réception des bulletins de vote des candidats retardataires. A deux semaines de l'élection présidentielle, la situation de ces derniers se complique. A l'image de Manandafy Rakotonirina, *les candidats concernés ne comptent pas pour autant renoncer*. "Nos bulletins sont déjà prêts. Nous allons donner des consignes à nos délégués pour qu'ils les déposent dans les bureaux de vote le jour du scrutin", ajoute-t-il. Dans ses observations, la délégation de Ndi [cf. ci-dessus] recommande au ministère de l'Intérieur de "prolonger le délai de remise des bulletins par les candidats et de se charger de leur distribution". Elle qualifie le délai actuel d'"*inutilement court et restrictif*". (D'après L'Express du 17/11/2006)

Le délai de remise des bulletins de vote prolongé : les candidats retardataires disposent encore de 4 jours pour déposer leurs bulletins de vote auprès des communes. Après avoir refusé une prolongation du délai de réception des bulletins de vote des candidats à l'élection présidentielle, le gouvernement fait des concessions, en évoquant le "traitement égalitaire des candidats". Cette volte-face fait sans doute suite aux remarques de la mission d'observation préélectorale de l'Ong Ndi (D'après L'Express et La Gazette du 24/11/2006)

« *Les observateurs des élections manquent de moyens financiers* » selon la Plate-forme de la Société civile pour la promotion de la bonne gouvernance, de l'éducation civique et du développement équitable (Psbed). La plate-forme, prévue par le Code électoral, dans la rubrique "Charte de l'éducation civique et de l'observation des élections", regroupe pour l'instant 13 associations sur 23 ayant déjà reçu un agrément du Cne. Aucun des membres n'a encore bénéficié du financement annoncé par les bailleurs de fonds. 250 000 euros sont attendus de l'Ue. (D'après L'Express du 17/11/2006)

14000 observateurs pour la présidentielle. Parmi eux, *128 viennent de l'étranger*, aussi bien d'Afrique que d'Europe et d'Asie. Le Cne publie la liste des observateurs accrédités. Ils représentant 38 organisations locales et 8 organismes étrangers. Mais à moins d'une semaine du scrutin présidentiel, le Cne espère se sortir de ses problèmes financiers. Le déblocage des fonds qui lui sont alloués par les bailleurs de fonds se fait difficilement. A défaut d'être présentes dans tous les bureaux de vote, les observateurs essayeront de couvrir le maximum de localités. *Justice et Paix, une Ong catholique en déploiera à elle seule 8 000.* La Sadc met gratuitement à la disposition de Madagascar un hélicoptère d'une capacité de 12 tonnes. A l'époque, le président Didier Ratsiraka n'était pas très chaud pour la venue des observateurs internationaux, évoquant la question de la souveraineté nationale. C'est ainsi qu'aucun observateur étranger n'avait été accrédité. Pour la consultation du 3 décembre, la situation est totalement différente. *(D'après L'Express, Midi et Le Quotidien du 28/11/2006)*

Confection des listes électorales : le Cne envoie une lettre d'observation au gouvernement. Le président du Cne reste pourtant prudent et évite de dévoiler le contenu de la correspondance. Mais ce courrier a été envoyé mi-novembre. Il semble avoir pour objet d'attirer l'attention du gouvernement, organisateur du scrutin, sur les anomalies constatées dans les listes électorales. Il en est également de certains retards dans la confection de celles-ci, sans qu'on sache l'ampleur de la correction à apporter. Mais le ministère de l'Intérieur se montre optimiste, les listes seront bouclées dans les temps. *(D'après L'Express du 28/11/2006)*

L'agence Tiko d'Antsiranana victime d'un attentat à la grenade : après la station MBS de Mahajanga et l'agence Tiko de Fianarantsoa, voilà qu'une autre agence de cette société, à Antsiranana, vient d'être la cible d'un attentat à la grenade. *(D'après Les Nouvelles du 28/11/2006)*

Des manœuvres dilatoires en préparation pour provoquer des annulations de voix : tous les moyens sont bons pour décrocher la victoire. Des sources concordantes indiquent que certaines personnes ont mis au point une stratégie tendant à annuler les opérations électorales dans certaines régions dans le but de réduire le nombre de voix obtenu par des candidats potentiels. Leurs fiefs seront pris pour cibles. Il s'agit de commettre intentionnellement des irrégularités dans certains bureaux de vote, déjà ciblés. Les possibilités offertes sont multiples. *(D'après Tribune du 29/11/2006)*

Les chefs de région dérangés : la présence des chefs de l'administration régionale et/ou provinciale à la tribune des meetings électoraux du président-candidat porte atteinte au principe de neutralité administrative, dénoncent les adversaires de Marc Ravalomanana. Le Cne avoue son impuissance, faute de textes. Ceux-ci n'ayant pas encore été réactualisés depuis la prise de fonction des chefs de région, ce sont encore les préfets, auxquels ils se sont substitués, qui figurent dans la liste des fonctionnaires d'autorité dont la neutralité est exigée. *(D'après L'Express du 30/11/2006)*

Le nombre des inscrits reste encore une inconnue : à 4 jours de l'élection présidentielle, personne n'est encore en mesure de connaître le nombre total d'électeurs. L'administration évoque des problèmes de communication pour expliquer la situation. Selon la loi, les listes électorales devaient être arrêtées définitivement 6 jours avant le scrutin. *(D'après L'Express du 30/11/2006)*

1.1.2 Candidats et campagne électorale

De nombreux candidats prêts à en découdre : les séquelles de la crise de 2002 marquent la présidentielle car Ravalomanana a refusé de procéder à la réconciliation nationale et à l'amnistie des prisonniers. La candidature de l'exilé Pierrot Rajaonarivelo a été rejetée pour vice de forme. Il n'a pas le droit de rentrer au pays sous peine d'être arrêté. Une affaire qui risque d'alourdir le climat de la campagne. Ravalomanana, qui affrontera 13 adversaires, ne peut s'appuyer que sur les partisans du Tim, le parti qu'il a fondé. Ses anciens alliés critiquent sa manière de gouverner seul et s'appêtent à l'affronter. C'est le cas de son ancien conseiller, Manandafy Rakotonirina, un vieux loup de la politique malgache. On peut citer également l'ancien président de l'Assemblée nationale, Jean Lahiniriko, et l'ancien ambassadeur itinérant, Norbert Lala Ratsirahonana, fondateur du parti Avi. Les autres candidats ne sont pas des nouveaux venus en politique : ce sont des ex-ministres, des fils d'anciens dirigeants ou des maires. Certains des candidats agitent déjà le chiffon rouge, se plaignant d'irrégularités dans les procédures. (D'après *Les Nouvelles* du 03/11/2006)

Observation des élections : Elia Ravelomanantsoa alerte la communauté internationale. La candidate se montre méfiante à propos de l'aboutissement du processus électoral dans le pays. De passage à Paris, Elia Ravelomanantsoa a *saisi le président Chirac et le président de l'Union Africaine, Denis Sassou-Nguesso*. La candidate demande à la France d'envoyer des observateurs. Elle demande à l'Ue « *d'intervenir et d'entamer toute action* » qui permettrait d'assurer le bon déroulement de cette élection. *Pierrot Rajaonarivelo, a auparavant entrepris la même démarche auprès de Jacques Chirac.* (D'après *L'Express* du 09/11/2006)

Elia Ravelomanantsoa, seule femme candidate : Elia Ravelomanantsoa est la seule mais surtout la *première femme qui ait osé se présenter à une élection présidentielle à Madagascar*. Bravant les railleries des hommes qui n'ont pas compris que le monde change, elle est en train de persuader qu'elle est en mesure de faire mieux que les hommes qui ont été depuis l'indépendance à la tête du pays. En tout cas, elle acquiert de plus en plus de popularité et lorgne sur le siège présidentiel; une Helen Johson Sirleaf malgache en perspective ? (D'après *Tribune* du 16/11/2006)

Marc Ravalomanana confie la direction de sa campagne à Haja Razafinjatovo, jeune ministre de l'Éducation nationale, un fidèle doublé d'un technicien : il dément ainsi les annonces qui donnaient ce poste à deux Américains dont l'ex- maire de la ville de Baltimore. Il est le seul ministre encore en place *issu du sérail de la société Tiko* après 8 toilettes au détriment des hommes du président. Durant la campagne de 2001, Razafinjatovo était chargé de la compilation des résultats du scrutin. Il disposait d'une vingtaine d'informaticiens qui ont travaillé jour et nuit pendant près de 6 mois avant et après l'élection présidentielle. (D'après *Midi* du 09/11/2006)

Herizo Razafimahaleo, candidat du parti Leader Fanilo, rêve d'une réconciliation nationale «à la sud africaine» : «*Je crois que nous devons suivre l'exemple de l'Afrique du sud où toutes les parties en cause ont exprimé publiquement leurs méfaits ou leurs douleurs sans aller plus loin.*», a-t-il expliqué lors de l'ouverture de sa campagne. «*La réconciliation nationale est nécessaire si l'on veut assurer une stabilité politique à long terme. Je veux susciter une véritable réconciliation nationale à travers une amnistie des faits et actes commis dans le cadre de la crise post-électorale de 2002* ». (D'après *Les Nouvelles* du 13/11/2006)

Timide début de campagne : certains des 14 candidats à l'élection présidentielle s'étaient préparés à frapper fort pour marquer les esprits, avec des stades réquisitionnés, des artistes connus engagés, le transport et la restauration des partisans prévus, mais rien de tout cela ne s'est produit. *On est très loin de la mobilisation générale de 2001*. Des 14 candidats en lice,

seuls 4 ont voulu mobiliser leurs partisans dans la capitale : le président Ravalomanana, Norbert Ratsirahonana, Rolland Ratsiraka et Jean Lanihiriko. Herizo Razafimahaleo a choisi de réunir ses militants dans un hôtel et Elia Ravelomanantsoa, seule candidate, a opté pour la visite des quartiers pauvres de la capitale. *5 autres candidats ont déjà déclaré forfait.* Ils ont déclaré qu'ils *feront campagne pour expliquer que la consultation du 3 décembre est anticonstitutionnelle.* Ils se rallient ainsi à la ligne de l'Arema pro-Ratsiraka qui déclare cette élection illégale. Parmi eux, on trouve Ny Hasy Andriamanjato, fils du Pasteur Andriamanjato, porte-parole de l'opposition. Les autres sont Monja Roindefa, fils de l'ancien leader nationaliste Monja Jaona, le général Razakarinamana, ancien gouverneur d'Antananarivo, le pasteur Daniel Rajakoba et Philippe Tsiranana, fils du premier président de la République. Les observateurs prévoient leur désistement car, à l'exception d'Andriamanjato, les autres n'ont pas pu livrer les bulletins à la date limite. Le manque d'intérêt manifeste de la population pour cette élection indiquerait, selon les observateurs, *un fort taux d'abstention au scrutin du 3 décembre.* Ce désintérêt s'explique par le mécontentement de la population devant la détérioration de la qualité de la vie. Nombreux sont les Malgaches qui se disent déçus des promesses non tenues du président, mais ils avouent ne pas trouver d'alternative crédible parmi les opposants. (D'après *Servihoo Maurice* du 14/11/2006)

Vers une situation explosive : même les gens proches du régime s'alarment des « *menaces* » *proférées par le chef de l'État à l'endroit des candidats et de la presse.* Conscients de l'imminence d'une situation explosive, des électeurs sont à la recherche d'un candidat qui pourra rassembler après cette « *élection à fort risque* ». Les 13 candidats qui se sentent ciblés par le chef de l'État vont se rencontrer ce jour dans l'objectif d'adopter une position commune. Des patrons de presse se concertent pour préparer une réplique à cet avertissement du président. *Par ailleurs, plus les bruits sur le projet d'arrestation du général Andrianafidisoa, toujours introuvable, persistent, plus la zizanie prend racine au sein de l'Armée.* On s'interroge sur le *mutisme des 4 chefs d'église du FFKM* et des « *raiamandreny* » [sages] qui sont actuellement en retrait vis à vis de la politique après avoir tenu à l'époque de hautes responsabilités étatiques... (D'après *Tribune* du 21/11/2006)

« *Laissez chacun faire son choix* » : certains candidats osent demander à la population de boycotter le scrutin du 3 décembre pour cacher leurs faiblesses, alors que la date de l'élection est connue depuis 7 mois. On dirait qu'ils ne sont pas du tout prêts et par *conséquent créent des prétextes invraisemblables pour que le scrutin n'ait pas lieu à la date fixée par la Hcc.* A l'approche de l'échéance fatidique, ils font « *faux bond* » parce qu'ils savent déjà qu'ils seront éliminés. Mais heureusement quelques « *candidats de poids* » comme Marc Ravalomanana, Lahiniriko Jean, Herizo Razafimahaleo, Norbert Lala Ratsirahonana et Roland Ratsiraka, sont prêts à affronter la bataille. (D'après *Tribune* du 23/11/2006)

Collecte de fonds ou appel à contribution pour Ravalomanana au sein de la fonction publique : les expressions varient pour qualifier la sollicitation de participation financière à l'endroit du personnel de certaines institutions étatiques à la propagande électorale du président sortant. Serait ainsi mobilisés, en dépit de la dépolitisation de l'administration, le personnel de la Primature, des membres de cabinets ministériels, ceux de l'Assemblée nationale et du Sénat. L'exemple venant d'en haut, des agents de la primature ont apporté leur appui financier. (D'après *Midi* du 24/11/2006)

Course à la présidence : 4 candidats émergent et acceptent de passer par le verdict des urnes. . Les autres pataugent dans les déclarations, les réunions et les contestations. Il s'agit de Marc Ravalomanana, Norbert Lala Ratsirahonana, Herizo Razafimahaleo et Roland

Ratsiraka. Les 10 autres continuent de soutenir la thèse de l'inconstitutionnalité de l'élection présidentielle du 3 décembre. (D'après L'Express du 25/11/2006)

L'alliance des candidats contre Ravalomanana semble s'éteindre sans avoir vraiment fait ses preuves : les intérêts personnels ont eu raison d'elle. Le meeting qu'ils ont organisé ensemble à dans la capitale n'a pas connu un grand succès. C'est sans doute à juste titre qu'une partie des observateurs dénonce leur volonté de provoquer des troubles avant les élections, et le public a préféré marquer sa distance vis-à-vis de ces politiciens en ignorant le meeting. (D'après Les Nouvelles du 27/11/2006)

Marc Ravalomanana creuse l'écart et vise sa réélection au premier tour : il a presque terminé le tour de l'Île et a visité un maximum de communes. Il est le seul à avoir réussi un tel exploit. Partout, l'accueil populaire qui lui a été réservé est sans commune mesure. Au point de faire dire aux observateurs qu'il est parti pour faire largement mieux qu'en 2001. Une logique de victoire au premier tour de plus en plus indiscutable à mesure que les jours passent. (D'après Midi du 27/11/2006)

Six candidats sont hostiles à la date du 3 décembre et entendent contester les résultats du scrutin. Ils avancent que les résultats sont connus d'avance et dénoncent des irrégularités touchant l'établissement des listes et des cartes électorales ainsi que l'acheminement des bulletins dans les bureaux de vote, qui continue à poser problème malgré la prolongation des délais. Or, l'absence de bulletins dans les bureaux de vote peut être relevée comme motif d'annulation. (D'après Matera et Midi du 29/11/2006)

1.1.3 Opposition

L'opposition veut disqualifier Ravalomanana : après la demande de report du scrutin faite par plusieurs candidats, *12 parlementaires de l'opposition* ont déposé, une requête en disqualification auprès de la Hcc. *Le refus du président de démissionner devrait conduire à sa déchéance et à sa disqualification*. Ils évoquent l'inexistence de quelques institutions prévues par la Constitution. Telles la *Haute cour de justice* ou encore les provinces autonomes. Ils critiquent aussi la pratique du pouvoir actuel, qui met notamment à mal *la laïcité de l'État ou la liberté de religion*. La démarche a peu de chances d'aboutir, d'autant plus que la Constitution prévoit que la mise en accusation du chef de l'État doit être approuvée par les deux tiers des membres des deux Assemblées parlementaires. (D'après L'Express du 09/11/2006)

Élection anticipée : l'opposition chez le président du Sénat. Les parlementaires de l'opposition continuent de faire pression sur le pouvoir avec, pour objectif, la démission du candidat-président Marc Ravalomanana de sa fonction. *Le collectif réclame en même temps la prise du pouvoir par Rajemison Rakotomaharo, en tant que deuxième personnalité de l'État*. Les parlementaires n'ont pas obtenu de réponse sur les deux autres requêtes qu'ils ont déposées. La première, auprès de la Hcc, réclame la disqualification du chef de l'État dans la course à la magistrature suprême. La seconde, auprès de la Chambre administrative, est une plainte contre la juridiction constitutionnelle. (D'après L'Express du 21/11/2006)

Le président du Sénat refuse de prendre le pouvoir : les sénateurs ont demandé à leur président Rajemison Rakotomaharo de prendre les rênes du pouvoir face au non respect répété de la Constitution par le président de la République. Mais le président du Sénat a refusé de se plier à cette requête. *Les sénateurs initiateurs du mouvement ont affirmé qu'ils*

allaient faire appel à l'Armée pour régler la situation. Ils soulignent qu'ils ne soutiennent personne mais qu'ils entendent faire respecter la loi. (D'après *Matera* du 21/11/2006)

Les 6 parlementaires de l'opposition déboutés par la Hcc : ils avaient saisi la Haute Cour aux fins de constatation de la vacance de la Présidence de la République et de disqualification du Président en exercice à l'élection présidentielle. Les juges constitutionnels ont avancé que « *l'obligation pour le Président en exercice de démissionner à la date du 3 novembre 2006 alléguée par les requérants, ne peut être justifiée ni sur le plan constitutionnel ni sur le plan légal* ». Les parlementaires et les candidats soutenaient que le scrutin du 3 décembre est une élection anticipée. Raison pour laquelle, le président de la République devait démissionner un mois avant la tenue du scrutin, conformément à la Constitution. (D'après *Tribune* du 24/11/2006)

Des sénateurs Arema soutiennent le candidat Herizo Razafimahaleo : coup de théâtre du côté du parti Arema. Une nouvelle tendance s'est créée depuis avec la prise de position de certains sénateurs et élus en faveur de la candidature de Herizo Razafimahaleo. Un effritement qui affaiblit le clan Pierrot Rajaonarivelo. *L'Arema s'enfonce un peu plus dans la crise.* L'ancien vice-premier ministre n'a pas encore réagi à la décision de ses amis politiques. Les dirigeants Arema pro-Ratsiraka, quant à eux, se montrent indifférents sur le choix de ceux qui veulent soutenir Herizo Razafimahaleo. "Quelle que soit la décision de nos amis, notre position reste la même. Vu le contexte actuel, nous resterons en marge de l'élection présidentielle du 3 décembre". (D'après *L'Express* du 10/11/2006)

Des dirigeants Arema évoquent le retour de Didier Ratsiraka : ces dirigeants tentent d'expliquer à l'opinion publique leur non-participation à la consultation du 3 décembre. L'ancien président serait intervenu par téléphone depuis la France pour dénoncer la date du scrutin. Le dirigeant local de l'Arema à Toliara a également transmis un message relatif au "retour imminent au pays de l'ancien Président de la République". Si le coup de téléphone s'avère une réalité, il s'agirait *d'une énorme évolution de la position de l'ancien président de la République.* Depuis 4 ans, ce dernier n'a fait qu'une déclaration, celle qui a suivi sa condamnation par la justice. (D'après *L'Express* du 13/11/2006)

Didier Ratsiraka : quelle consigne de vote ? L'amiral Didier Ratsiraka sortira-t-il de sa réserve ? C'est la question que beaucoup se posent, alors que la campagne électorale est déjà bien engagée. Ayant dominé la vie politique pendant plus de vingt ans, l'amiral a conservé une audience certaine. S'il lance une directive de vote en faveur d'un candidat précis, celui-ci a des chances de faire la décision dès le premier tour. Les suffrages des militants de l'Arema et des ratsirakistes en général sont devenus une masse en déshérence. Roland Ratsiraka en raison de son nom se considère comme étant le premier dans l'ordre de succession, mais le parti sombre dans le désarroi, éclate en plusieurs tendances et avance en ordre dispersé aux élections. (D'après *La Gazette* du 15/11/2006)

1.1.4 Tentative de coup d'État du général Andrianafidisoa dit Fidy

L'enfant terrible du mouvement 2002, veut instaurer un directoire militaire et un gouvernement de transition qui aura pour tâche de s'atteler à la réconciliation nationale. Soutenu par un groupe d'officiers supérieurs, il préconise également la révision du code électoral et de la Constitution, ainsi que la « *substitution* » du Parlement par une Assemblée constituante. Il a lancé un appel à ses frères d'armes ainsi qu'à la police et à la gendarmerie pour l'épauler. Non sans préciser que cela se fera sans casse car il ne s'agit pas d'un coup d'État. Mais il n'exclut pas le recours à la force en cas de nécessité. *Les mutins se sont*

retranchés à la base aéronavale d'Ivato. Des tracts faisant état de la prise du pouvoir des Forces Armées ont été diffusés. Le chef d'État-major, le général Raonenantsoamampianina, annonce des sanctions contre le général Andrianafidisoa qui est en position de disponibilité depuis sa tentative pour déposer son dossier de candidature aux élections présidentielles. Rappelons qu'il avait été sanctionné à cette occasion pour avoir été sanctionné pour non-respect de l'obligation de réserve. (D'après *Midi, Tribune et Les Nouvelles* du 18/11/2006)

Un général dissident tente un putsch à Madagascar : une fusillade a éclaté dans la base militaire d'Ivato à Antananarivo et a fait un mort, après la proclamation par le général Andrianafidisoa, interdit de candidature à la présidentielle, d'un nouveau gouvernement, lors d'une tentative de coup de force qui semble avoir été matée. Fidy a fait distribuer des tracts annonçant l'avènement d'un gouvernement de transition dirigé par un conseil militaire, a déclaré le ministre de la Défense. "*L'armée assume le pouvoir afin que le pays ne glisse pas dans la guerre civile*", lit-on dans le tract, selon une version fournie par le ministère et non corroborée par le général. Fidy a été interdit de candidature pour ne pas avoir versé un dépôt de 11.400 dollars. Après la distribution de tracts, le général s'est rendu le 17 novembre à la base militaire d'Ivato, pour y demander le soutien de l'armée. Aux premières heures du 18 novembre, une autre section de l'armée l'a attaqué, lui et ses partisans. Un échange de tirs a eu lieu entre les forces régulières et un soldat a été tué, selon les autorités militaires. Plusieurs heures après cette fusillade, Andrianafidisoa a dit que les forces gouvernementales s'étaient repliées, et qu'il n'avait pas été arrêté. "*Le chef d'état-major de l'armée malgache, le général Raonenantsoamampianina m'a appelé après les combats. Il était très arrogant. Il me demandait ce que je voulais*", a-t-il dit. "*Je lui ai répondu que je défendais l'État de droit et les intérêts de l'armée*". Il a ajouté qu'il avait failli tuer Raonenantsoamampianina pendant les combats. Le chef d'état-major a déclaré que la situation était revenue à la normale. Les Malgaches craignent que le scrutin ne soit marqué par une répétition, en pire peut-être, de la situation de 2001 dont la contestation du résultat avait entraîné le pays dans 8 mois de grave crise politique. Conséquence de la situation troublée, les vols à destination de l'aéroport d'Ivato, dont celui du président Marc Ravalomanana qui revenait d'une conférence de l'Ue à Bruxelles, ont été déroutés. L'avion du chef de l'État s'est posé dans le nord de l'île, et Ravalomanana a poursuivi sa campagne électorale. (D'après *Reuters* du 18/11/2006)

Reddition des "amis" du Gal Andrianafidisoa : une quinzaine d'éléments "*insurgés*" avec le général Andrianafidisoa vient de se rendre aux autorités. Cela fait suite à la sommation lancée, dès le 18 novembre par la hiérarchie militaire vis-à-vis d'éléments égarés suite au "*coup de force*" tenté par le général désormais séditieux aux yeux de la loi. Ils ont avoué leur faute. Seul reste en recherche le fuyard et principal instigateur de ce délit qui a trait à une atteinte à la sécurité intérieure de l'État et à un appel à la rébellion. Le Général serait retranché quelque part en compagnie d'une poignée de mutins de l'aviation militaire. Il reste introuvable. (D'après *Le Quotidien et Midi* du 20/11/2006)

Les zones d'ombre de la mutinerie : plus de 24 h après l'appel à la mutinerie et la fusillade, il est très difficile de savoir qui soutient le Général Fidy et quels étaient les véritables objectifs de cette opération. Aujourd'hui de nombreuses zones d'ombre apparaissent dans cette affaire, entre l'apparente liberté du Général mutin, les curieuses difficultés du régime à l'arrêter et la prudence de l'opposition. (D'après *Wafl Fadjiri Sénégal* du 20/11/2006)

Les Etats-Unis dénoncent toute prise de pouvoir par la violence : l'ambassadeur James McGee recommande le *respect de la liberté d'expression politique*. Les hommes politiques sont prévenus. Celui qui soutiendra toute réaction violente consécutive à l'élection présidentielle verra ses relations avec les Etats-Unis remises en cause. Les Etats-Unis

craignant qu'une crise similaire à celle de 2002 ne survienne, James McGee invite la classe politique à éviter tout geste et propos pouvant conduire le pays à une situation aussi "tragique". Après avoir rencontré la plupart des 14 candidats et entendu leurs points de vue, James McGee a eu de quoi s'inquiéter. "Quelques leaders de l'opposition ont soulevé que leur éventuelle défaite ne serait que le fruit d'instances de fraude et que cela engendrerait une réaction violente", raconte-t-il. Il exhorte les autorités "à assurer la liberté d'expression politique pendant la période de campagne" et "**encourage tous les candidats à prononcer des discours pacifiques, productifs et responsables**". (D'après L'Express du 21/11/2006)

Des armes saisies chez le général Fidy : en attendant son arrestation, la gendarmerie continue les perquisitions à ses domiciles. Elle affirme avoir saisi des armes et du matériel de transmission qualifié de "sophistiqué. **Les autorités commencent à jouer sur le terrain médiatique pour exploiter l'affaire.** Des avis de recherche ont été lancés contre le général Randrianafidisoa et 6 autres officiers et sous-officiers. (D'après L'Express du 22/11/2006)

L'acte du général Fidy qualifié de coup d'éclat médiatique par le premier ministre : "C'est l'issue des enquêtes qui déterminera s'il s'agissait d'un coup d'État ou d'autre chose. Mais en tout cas, l'objectif était de médiatiser l'action ", souligne-t-il. (D'après L'Express du 22/11/2006)

L'électorat, mal informé, est déboussolé par les évènements : la population est mal informée sur le « coup d'éclat » du Général Fidy et sur les tenants et aboutissants de son entreprise. Si bien qu'elle croit que le mouvement est vraiment en train de prendre de l'ampleur mais que les médias ont reçu pour consigne de ne pas en parler. D'autant plus que les représentants de plusieurs candidats à la magistrature suprême viennent de créer une plateforme pour refuser la date de l'élection présidentielle. Un refus incompris par beaucoup. (D'après Tribune du 22/11/2006)

Le «général putschiste» bénéficie désormais de l'appui de l'opposition et du soutien de 6 candidats : cet appui politique s'explique, disent-ils, par le fait que «le général Andrianafidisoa et ses hommes, à travers leur geste, ont voulu protéger la Constitution, l'État de droit et l'intérêt supérieur de la Nation». La Bande des Six recomposée fait ensuite remarquer «qu'il s'agit d'une prise de responsabilité et d'un sacrifice pour la patrie». A propos de leurs campagnes électorales, les Six ont décidé d'unir leurs partisans et d'organiser un meeting commun, si l'autorisation administrative leur est accordée. «Notre objectif est de faire reporter le 1er tour du scrutin présidentiel du 3 décembre», a spécifié Manandafy Rakotonirina. (D'après Midi du 23/11/2006)

Le "coup de force" de Randrianafidisoa prend une dimension beaucoup plus politique : 8 candidats à l'élection s'impliquent dans l'affaire et annoncent **leur soutien au général Fidy**. « Nous estimons que l'initiative du général Randrianafidisoa est justifiée", a déclaré Pety Rakotoniaina. Ce soutien n'est pas gratuit. Il s'apparente à **une invite aux forces armées à basculer dans le camp des candidats. L'appel s'adresse aussi aux magistrats et à l'administration.** « Tous ceux qui sont impliqués dans le coup d'éclat médiatique du général Randrianafidisoa seront poursuivis", a prévenu le chef du gouvernement. L'adhésion des 4 autres candidats de l'opposition n'est pas encore tout à fait acquise. S'ils sont d'accord avec les revendications, Jean Lahiniriko, Norbert Lala Ratsirahonana, Roland Ratsiraka et Herizo Razafimahaleo se sont toujours refusés à laisser Marc Ravalomanana seul dans l'arène le 3 décembre : « il n'est pas question de reporter la date du 3 décembre parce que c'est au cours de cette élection qu'il faut écarter Marc Ravalomanana du pouvoir". (D'après L'Express du 23/11/2006)

La communauté internationale sera saisie par le collectif des candidats de la situation qui prévaut à Madagascar. Ainsi, à titre préventif, le cas malgache sera bientôt discuté au Conseil de sécurité des Nations Unies afin d'éviter le chaos. (D'après Tribune du 23/11/2006)

Fidy introuvable : les militaires restent solidaires : des sources militaires affirment que l'Armée n'a aucune intention de procéder à cette arrestation puisque le directoire militaire annoncé par le général Randrianafidisoa n'existe même pas. En cavale depuis une semaine, le général rebelle qui a beaucoup aidé à l'accession de Marc Ravalomanana au pouvoir en 2002, n'a pas été arrêté jusqu'ici. En haut lieu, on aurait l'idée de le faire arrêter par des éléments sud-africains. Mais un tel scénario serait absurde selon des hauts gradés militaires. Quant à faire arrêter le général par des policiers ou par d'autres forces militaires malgaches, des officiers de l'Armée pensent que c'est également un scénario impossible puisque les différentes forces de l'ordre ne donnent pas des signes de désolidarisation, d'autant qu'elles n'ont pas vu se réaliser les promesses présidentielles. (D'après Matera du 24/11/2006)

Où est donc notre sens des responsabilités ? Huit candidats à la présidence de la République soutiennent le pronunciamiento mené par un général. Il faut être à Madagascar pour assister à une telle aberration. Dans n'importe quel pays du monde un responsable, démocrate, républicain et conscient de ses responsabilités, ne commettrait pas une telle faute politiquement suicidaire. Dans les circonstances troublées que nous vivons, et face aux aberrations quotidiennes commises par certains candidats à la magistrature suprême, on se pose inévitablement la question : sommes-nous dignes de notre Indépendance ? (D'après Les Nouvelles du 25/11/2006)

L'Armée « se réconcilie »– Après le coup de force du général Randrianafidisoa, les différents régiments des forces armées ont organisé une cérémonie de réconciliation. Toujours en cavale, *le général putschiste semble ne plus faire l'objet d'un mandat d'arrestation.* En effet, des officiers ont annoncé qu'ils n'allaient pas tomber dans le piège de l'arrestation de l'un des leurs car cette mesure ne manquerait pas d'entraîner des affrontements au sein de l'Armée et avec les autres forces de l'ordre. (D'après Matera du 27/11/2006)

1.1.5 Relations Églises-État

Les associations culturelles dissidentes devient une nouvelle inconnue de l'élection : des candidats ont pu apprécier la force de l'association Apokalipsy : 250 à 500 000 fidèles suspendus aux lèvres du pasteur Mailhol, qui parle de prévenir un « bain de sang ». *Les « sectes » viennent de se révéler comme une nouvelle force de frappe*, dont l'importance sera mesurée le 3 décembre, mais qui, déjà, n'est pas négligée par les candidats adversaires de Marc Ravalomanana. On s'attend à la prochaine résurgence de grandes associations culturelles, comme l'Eurd (Église universelle du royaume de Dieu) ou la Fpvm, constituée après une dissidence avec la Fjkm. A tort ou à raison, elles peuvent en vouloir au régime et au Ffkm. *Les nouveaux courants religieux viennent d'acquérir une reconnaissance politique.* L'Apokalipsy et le Fak, dont le président, le pasteur Jules Randrianjohary, est candidat, ont créé un malaise dans l'opinion. L'Apokalipsy et le Fak ne sont que la pointe de l'iceberg d'une nouvelle inconnue politique, la grande armée des fidèles qui ont abandonné les rangs du Ffkm. *Le 3 décembre, les relations houleuses du régime avec les églises non institutionnelles pèseront.* Ces dernières sont soudées autour de leurs dirigeants et leurs « malheurs » les rendent solidaires. L'élection du 3 décembre risque de raviver des blessures et pousser vers un vote-sanction. (D'après l'Hebdo de Madagascar du 04/11/2006)

Le futur partenariat Église- État vu par le «curé des Pauvres», le Père Sylvain Urfer : « *il est impératif de revenir à une laïcité adaptée à Madagascar respectant la séparation de l'Église et de l'État. Dans le futur, les églises, ce qu'on appelle «sectes», et les représentants de l'islam malgache doivent se mettre d'accord sur le rôle spécifique de chacun et ensuite déterminer les domaines dans lesquels ils peuvent travailler ensemble. Il leur faudra également mettre au clair un mode de travail pour que toutes les préférences soient prises en compte. Pour cela, il faudra une sorte de loi- cadre puisque le partenariat actuellement en vigueur a débouché sur une très grande ambiguïté. Les règles du jeu ne sont pas claires. L'État a donné de l'argent, il a financé des lieux de cultes, des églises ou sectes ont été fermées. Je me pose la question pourquoi ceux- là et non d'autres ?* » (D'après Midi du 11/11/2006)

Culte pour le lancement de la campagne électorale de Marc Ravalomanana - Le profil idéal. Dans son homélie, prononcée lors de la journée de démarrage de la campagne présidentielle de Marc Ravalomanana, le Pasteur Raveloson a indiqué ce que doit être le profil d'un bon candidat présidentiel. Primo, c'est celui qui a peur et respecte Dieu et qui met sa patrie au-dessus de tout. Deusio, c'est celui envers qui Dieu et sa patrie peuvent compter. Tertio, c'est celui qui est intelligent, droit, sérieux, prudent, habile, intrépide et prêt à assumer toutes les responsabilités même au prix de sa vie. Cet homme responsable est alors habité par la Connaissance, la Compétence, la Conscience et la Croyance. L'homme qui est convaincu qu'il est élu de Dieu sait apprécier et approfondir les réalités à travers ces "4C". (D'après Le Quotidien du 13/11/2006)

Appel des évêques. "Ne vendez pas vos âmes ! La conférence des évêques qui vient de se réunir a notamment mis le doigt sur *les freins majeurs au développement* : le désintérêt croissant pour la politique (signe de maturité ou de « raz le bol » ?), « *la recrudescence des vols de boeufs, l'aggravation des feux de végétation et du pillage des richesses nationales, les vols d'ossements humains et la traite des personnes*", et enfin « *les discours ethniques et les propos qui sèment la discorde au sein de la population* ». « *L'église ne présente pas de candidat ni ne soutient aucun parti politique*". En même temps, elle exhorte les fidèles "à bien discerner les programmes et les projets des uns et des autres, à suivre la voix de la conscience et à ne pas vendre leurs âmes". Au plus offrant, s'entend ! (D'après Midi du 21/11/2006)

1.2 « Bonne gouvernance », lutte contre la corruption

Madagascar signe une convention internationale sur la corruption : une délégation dirigée par Lala Ratsiharovala, ministre de la Justice s'est rendue à Beijing afin de signer une convention internationale sur la corruption. Elle a réuni 120 pays avec 1200 participants. Prochaine étape : la Jordanie où les pays signataires se réuniront afin de discuter de sa mise en œuvre. (D'après Les Nouvelles du 02/11/2006)

Perception mitigée de la lutte contre la corruption à Madagascar : les impacts de la lutte contre la corruption ne se font pas trop sentir dans le milieu des affaires. Les enquêtes menées auprès des opérateurs économiques étrangers, résidents ou non résidents classent encore Madagascar parmi les 80 pays les plus corrompus au monde. Dans le classement annuel de Transparency International, la Grande île occupe le *84ème rang sur 163 pays pour l'indice de perception de la corruption*. La note s'est sensiblement améliorée par rapport à 2005 mais elle reste la même qu'en 2004. En 2005, Madagascar n'était classée que 97ème sur 159 pays. En cause dans cette stagnation, *l'insuffisance des implications individuelles* dans la lutte contre la corruption. Les gens ont pris conscience de l'importance de la lutte, mais n'ont pas encore tout à fait pris leurs responsabilités dans ce sens. Pour la fondation Friedrich Ebert (FES) *l'absence de transparence est à l'origine de cette perception négative*. "Là où il n'y

a pas transparence, les gens soupçonnent toujours de la corruption", souligne-t-elle. « Plus de transparence amènerait à une meilleure note » (D'après L'Express et Midi du 07/11/2006)

Retard des indemnités des fonctionnaires : la fin d'année sera dure pour les fonctionnaires. Une note annonce le report du paiement de leurs indemnités pour 2007. Le retard est dû à *l'insuffisance du budget*. La note fait mention du retour à la normale à partir du mois d'avril de l'année 2007. (D'après L'Express du 08/11/2006)

2 DROITS HUMAINS

Une politique sociale en faveur des défavorisés : le projet de politique nationale de protection sociale accorde une grande place aux couches sociales défavorisées. Cette politique comporte divers axes, dont le dialogue social fort et dynamique avec l'implication des partenaires sociaux, *le travail décent*, et l'importance du rôle de l'État dans la mise en place d'un cadre de *bonne gouvernance*. A cela s'ajoute *l'application des normes, en mettant un accent particulier sur les conventions et recommandations de l'Oit*. La mise en place de cette politique répond aux préoccupations concernant les objectifs du Millénaire pour le développement. Cette politique a été conçue en synergie avec le Bit. Elle propose des améliorations du dispositif législatif à la lumière des *recommandations du Bit* dans le cadre du Programme-Pays, notamment pour le travail décent. (D'après L'Express du 03/11/2006)

Les syndicats en quête de liberté : la liberté syndicale n'est pas encore une réalité à Madagascar. Par rapport aux autres îles de l'océan Indien, *la plupart des syndicats font face aux intimidations*. Ces menaces sont très *flagrantes au niveau des zones franches et du secteur maritime* C'est le point de vue de José Randrianasolo, coordinateur de conférence des Travailleurs malgaches (Ctm), durant l'atelier organisé par le Bit sur la liberté et la négociation collective. L'instauration d'une *plate-forme des organisations de travail au niveau de l'océan Indien* est de mise pour pouvoir participer aux instances de la Coi et la Sadc. (D'après L'Express et Tribune du 13/11/2006)

Journée Internationale des droits de l'enfant : à l'occasion de cette manifestation, un document audiovisuel a été publié dans lequel est décrit « *le visage des enfants malgaches* ». 160 enfants par jour meurent de maladies évitables, principalement le paludisme et les maladies diarrhéiques. Un enfant sur 4 n'est pas enregistré dans les registres des naissances. Sur 100 enfants scolarisés, entamant le cycle primaire, seulement 30 arrivent au terme de ce cycle et décrochent le CEPE. Un million d'enfants malgaches ne vont toujours pas à l'école. Et même s'ils y vont, les caprices de la nature endommagent ou détruisent bien souvent les infrastructures scolaires. Le quart des enfants de moins de 15 ans travaillent et ce, sous de multiples formes et parfois dans des conditions inimaginables. Leur rêve ? « *...disposer d'eau potable, aller à l'école, pouvoir manger à leur faim, ne pas être maltraités et pouvoir s'exprimer* ». (D'après Midi du 21/11/2006)

La coopération entre Madagascar, la Coi et l'Unicef : dans le cadre de la coopération régionale, un *observatoire sur les droits de l'enfant* est mis en place grâce à l'appui de la Commission de l'océan Indien. Il contribuera à favoriser les échanges entre les universités, les bureaux de statistiques et les ministères en charge de l'enfance entre les pays membres. (D'après Les Nouvelles du 28/11/2006)

Trois détenus de la maison de force de Tsiafahy succombent à la prison d'Antanimora : les maladies liées à la malnutrition continuent de miner les détenus. 3 prisonniers de Tsiafahy,

évacués à l'infirmerie de la maison centrale d'Antanimora, ont succombé. *“La tuberculose aggravée par la malnutrition, l'insuffisance rénale et hépatite sont les causes de décès des trois hommes”*, explique l'Aumônerie catholique des prisons (ACP). Le nombre des détenus de Tsiafahy morts à la prison d'Antanimora s'élève ainsi à 9 dont 6 au mois d'octobre. (D'après L'Express du 09/11/2006)

Un nouveau décès à l'infirmerie de la prison d'Antanimora : les décès en milieu carcéral se multiplient. Une semaine après la mort de 3 prisonniers de Tsiafahy à Antanimora, un autre détenu de cette maison de force vient de s'y éteindre. Ceci porte le nombre des décédés de Tsiafahy à 10. 6 autres détenus de cette même maison y ont déjà succombé au mois d'octobre. (D'après L'Express du 20/11/2006)

Les détenus des prisons d'Antanimora et de Fianarantsoa paient des places pour dormir : 22.000 détenus pour des prisons dont la capacité d'accueil maximale est de 13.000. Une *«inflation carcérale»* révélatrice d'une véritable inadéquation d'anciennes infrastructures datant de l'époque coloniale ou peu après. Résultat : les coins pour dormir sont devenus une denrée rare, monnayables à souhait pour qui a de quoi payer sa place. *L'observatoire national de l'intégrité confirme ces pratiques*. La vente ou la location consistent dans la plupart des cas à échanger un espace contre des vivres apportés par les proches du détenu. La même situation est aussi vécue dans les établissements pénitentiaires de Fianarantsoa : les prisonniers y dorment à tour de rôle. Ces maisons de détention demeurent une voie ouverte pour la corruption. (D'après Les Nouvelles du 29/11/2006)

3 ENSEIGNEMENT

Éducation fondamentale : les uniformes scolaires arrivent de Chine à l'approche de l'élection présidentielle. Suite à la déclaration du président de la République, qui a annoncé que les élèves des écoles primaires bénéficieront des uniformes pour l'année scolaire 2006-2007, les premiers lots sont arrivés à l'aéroport d'Ivato. Les 312 285 premières unités ont été acheminées par avion cargo. La seconde tranche arrivera, par bateau, à la fin du mois de novembre. *“Les 3 400 000 uniformes sont des "cadeaux" offerts par le gouvernement chinois au gouvernement malgache”*, affirme l'ambassade de Chine. *“Ces premiers lots correspondent au nombre des élèves en classe de 7ème”*, annonce le ministre de l'Éducation nationale. (D'après L'Express du 02/11/2006)

Le président-candidat a tout fait pour que la livraison de la première vague des blouses soit effectuée avant l'ouverture de la campagne électorale. "Je remercie mon frère Hu Jin Tao, le président chinois, pour cet effort", reconnaît-il. Au départ, il était prévu que la confection des blouses reviendrait aux entreprises franches. Mais pressé par le calendrier scolaire et ... électoral, le candidat-président s'est lancé à la recherche d'autres partenaires. (D'après L'Express du 10/11/2006)

4 MEDIAS

Attentat à la grenade contre la station MBS à Mahajanga, une station de Radio et de Télévision appartenant au président candidat Marc Ravalomanana. Il est difficile de ne pas mettre en relation cet attentat à la grenade et l'ambiance électorale du moment. Une ambiance délétère qui risque, à en croire les prophéties des politiciens qui contestent la tenue de cette élection du 3 décembre, de dégénérer en affrontements entre les Malgaches. Mais pour certain, cet attentat aurait-il été commandité par les partisans de Marc Ravalomanana

eux-mêmes pour attirer la sympathie des Majungais sur ce candidat du pouvoir qui aurait du mal à percer dans cette province du Nord Ouest de Madagascar ? (D'après Tribune du 16/11/2006)

Plusieurs médias privés dénoncent des menaces du gouvernement : une quarantaine de journalistes de la presse privée malgache ont créé une "cellule de crise pour la défense de la presse à Madagascar", affirmant avoir reçu des menaces de sanctions sévères et fait l'objet de "tentatives de muselage" suite à la tentative de putsch du général Fidy. Les rédacteurs en chef de télévisions et radios qui ont diffusé des interviews du général Fidy ont dit avoir été sommés officiellement de donner leurs enregistrements et avoir reçu des coups de téléphones anonymes menaçant leurs stations de fermeture s'ils continuaient à parler du général. "Nous avons aussi relevé les propos lancés par Marc Ravalomanana qui, usant de ses prérogatives de président, à menacer la presse malgache et internationale en des termes très violents", ont-t-ils indiqué. Selon le ministère de la Communication, "le problème c'est que les stations ne respectent pas le cahier des charges (relatif au droit de la presse) et peuvent porter atteinte à la sécurité intérieure de l'État". (D'après Jeune Afrique du 21/11/2006)

Les journalistes se mobilisent : une cellule de crise composé de 6 journalistes est à pied d'œuvre. Elle a fait le tour des bailleurs de fonds et des chancelleries pour évoquer la menace qui plane sur la presse et la liberté d'expression après les intimidations dont certains sont victimes pour avoir donné l'antenne au général Fidy. *Les organismes internationaux de défense de la liberté ont été mis au fait des événements* et ont déjà réagi. L'étape suivante est de tenter de faire passer le projet de loi sur la communication comportant la *dépénalisation des délits de presse* à l'assemblée nationale avant le 30 novembre. (D'après L'Express du 25/11/2006)

L'appel lancé par l'Union de la Presse Francophone lors de ses assises de 2004 à Ouagadougou aux chefs d'État francophone à abandonner les peines d'emprisonnement pour délit de presse a été évoqué. Et de rappeler que Marc Ravalomanana fait partie des chefs de l'État présents qui s'étaient engagés à respecter cet appel. (D'après Tribune du 25/11/2006)

Un texte assassin en gestation : un projet de texte sur la communication audiovisuelle circule actuellement dans les coulisses. Il vise essentiellement à *sanctionner plus sévèrement les journalistes*. Dans son exposé des motifs, il stipule que "devant la nécessité de sanctionner avec fermeté les infractions sur la communication, notamment l'outrage ou l'offense aux Institutions de la République, ainsi que la publication, la diffusion ou la production de fausses nouvelles susceptibles de troubler la paix publique, d'ébranler la discipline ou le moral des armées ou la confiance du public dans les Institutions et les autorités publiques, les peines prévues doivent être renforcées". Le ministre des Télécommunications, des Postes et de la Communication a catégoriquement nié l'existence de ce texte. Pour lui, il s'agit d'une pure imagination pour semer le trouble dans le pays. (D'après Tribune du 24/11/2006)

Des journalistes inquiets : l'entretien qu'ils ont eu avec le ministre de la Communication, Bruno Andriantavison, n'a pas encore tout à fait rassuré les journalistes. Les membres de la cellule de crise pour la défense de la presse ont décidé d'impliquer les patrons de presse et les propriétaires des stations dans leur *lutte pour faire échec au projet de modification du code de la communication*, qui circule depuis quelques jours. Le ministre souligne que le projet de texte ne constitue qu'un "document de préparation dans le cadre de la mise en conformité des textes avec le code pénal". Il *alourdirait considérablement les peines encourues par les journalistes*. (D'après L'Express du 28/11/2006)

5 COOPERATION

Dons français pour le programme alimentaire dans le sud : le gouvernement français vient de confirmer à travers le Pam que la prochaine aide financière sera de 400 000 euros. Une aide précédente, de l'ordre de 500 000 euros, a déjà servi au Pam pour sauver les personnes victimes de la sécheresse dans le sud et pour mieux se préparer à la saison cyclonique. Cette aide permet de pérenniser jusqu'au mois de décembre les activités de Vivres contre travail (Vct) dans le sud, ciblant 27 000 personnes. (D'après L'Express du 14/11/2006)

6 ÉCONOMIE

6.1 Banque mondiale

10 millions de dollars de crédits supplémentaires pour le Projet de Nutrition : il vise à la poursuite des actions pour la réduction de la malnutrition des personnes vulnérables. Après les 30 millions débloqués en vue d'étoffer le Projet Bassin Versant et Périmètres Irrigués il y a une semaine, 10 millions de dollars viennent donc d'être prêtés pour le Second Projet Nutrition. Les enfants moins de 3 ans qui sont victimes de la malnutrition chronique bénéficieront de ce crédit. Sans oublier l'amélioration du statut nutritionnel des enfants d'âge scolaires, les femmes enceintes et celles qui allaitent. Le crédit n'est autre qu'un prêt sans intérêt de l'Ida, à rembourser en 40 ans avec une période de grâce de 10 ans. (D'après Tribune du 24/11/2006)

6.2 Situation économique, gestion de l'eau, énergies

Madagascar grand absent du symposium Sadc de Lilongwe sur la gestion de l'eau : le manque de ressources en eau touche l'Afrique australe. Dans le souci d'améliorer la tendance, le septième symposium sur la gestion intégrée des ressources en eau s'est ouvert à Lilongwe (Malawi). Les pays membres de la Sadc ont tous leurs représentants hormis Madagascar. Les experts malgaches et le gouvernement ne semblent pas disposés à aller de l'avant dans ce domaine. Pourtant, l'approvisionnement en eau commence à faire des ravages dans plusieurs villes. (D'après L'Express du 02/11/2006)

Madagascar va exporter de l'eau douce vers le Golfe Persique : la convention pour l'exportation d'eau du fleuve Mananara vers les pays du Golfe vient d'être signée. Aquamar, une société canadienne, va procéder à l'exportation depuis Toamasina de l'eau brute du fleuve à raison de 230 000 m³ par jour pendant 25 ans. Les études et enquêtes entreprises concernant les éventuelles incidences sur l'écosystème et les besoins des utilisateurs ont permis de déterminer cette quantité qui constitue le dixième de la capacité du fleuve. L'étude d'impact environnemental est entamée, les populations concernées ont approuvé la concrétisation du projet. Le permis environnemental devrait être délivré sous 60 jours. Cette eau exportée est destinée à l'agriculture mais un traitement simple permettra aussi d'en faire de l'eau potable. Pour Madagascar, ces exportations seront une *source de devises importante* qui va permettre de mettre en œuvre le *programme hydraulique national en vue de la gestion rationnelle de l'eau*. (D'après Tribune du 02/11/2006)

Et le Sud alors ? Exporter de l'eau alors qu'une bonne partie de l'île, notamment la partie Sud, en manque cruellement ? Insensé ! Pour le ministre de l'Énergie et des mines, Olivier Donnat Andriamahefamparany, «l'eau de ce fleuve se perd de toute façon dans la mer». Mais le directeur chargé de l'Eau et de l'assainissement assure que les trois projets de pipeline pour

alimenter le Sud en eau vont bon train, sur financements de la Bad et d'autres bailleurs de fonds publics et privés. (D'après Les Nouvelles du 02/11/2006)

Le sénateur Rolland Kolo dénonce une politique de « soupe populaire » autour du fleuve Mananara : exporter l'eau du fleuve de Mananara, Rolland Kolo n'est pas contre. C'est la façon par laquelle cela est fait qui suscite ses critiques. «*Les corollaires de négociation ne sont pas acceptables du fait que la société détentrice de ce contrat projette de construire des écoles et des hôpitaux autour de la zone. Je pense aussi qu'on va y vendre des aliments à bas prix. Cette politique de la soupe populaire abrutit la population et ne l'incite pas à produire*», a-t-il argumenté. Le mieux serait de créer une Ong dont le but le but serait le développement. «*Il faut encadrer ces gens, les éduquer afin qu'ils soient conscients de leurs intérêts dans l'exploitation de cette ressource naturelle. Si on néglige cet aspect des choses, cela risque d'avoir des conséquences des plus négatives*», a-t-il expliqué. (D'après Les Nouvelles du 09/11/2006)

Lahmeyer International ne sera plus éligible pour le contrat d'affermage de la Jirama : mise sur la liste noire de la Banque mondiale pour des *actes de corruption* perpétrés au Lesotho dans les années 80, Lahmeyer International ne pourra plus prétendre être le fermier de la Jirama en août 2007. Mais d'ici là, la compagnie allemande continuera à gérer les 10 millions de dollars promis par la Banque, attribués au titre de la première phase du projet de redressement et de restructuration des secteurs eau et électricité, qui vise à faire atteindre par la société d'État «*un niveau minimum de performance opérationnelle et financière*». Par contre, les crédits à allouer au titre de la deuxième phase, qui comprend des investissements conséquents en infrastructures, ne pourront être accordés tant que Lahmeyer International gèrera la Jirama. (D'après Les Nouvelles du 13/11/2006)

La farine à 1 800 Ar le kilo : une nouvelle hausse qui fait grincer les dents. Une majoration de 25% qui aura un impact sur le prix du pain. Les fêtes de fin d'année s'annoncent difficiles. La hausse trouve son origine dans la flambée des cours mondiaux. Cependant, pour ne pas pénaliser les consommateurs, la société Mouf'rey procédera à des adaptations de grammage de ses baguettes. (D'après L'Express du 24/11/2006)

7 SANTE PUBLIQUE, CALAMITES, ENVIRONNEMENT

La situation s'envenime dans le Sud : 9 000 tonnes de vivres nécessaires. Les difficultés alimentaires affectant plus d'une quarantaine de communes devient de plus en plus inquiétante. *Aucune solution n'a été trouvée jusqu'à maintenant.* D'après les évaluations du Pam et du Fonds pour l'agriculture et l'alimentation, «*près de 9 000 tonnes de vires doivent être distribuées aux populations des deux régions les plus touchées par la famine contre 2 138 tonnes en 2005*». Cette situation résulte de la *baisse du taux de pluviométrie*, qui a diminué les rendements agricoles. S'ajoutent à cela, *les inondations du début d'année* qui ont détruit la majeure partie des terres agricoles. Bon nombre de ménages cèdent leurs biens et leurs bétails pour pouvoir manger à leur faim, la population consomme de l'ocre mélangée au tamarin ; à l'heure où le pays projette d'exporter de l'eau à l'étranger, le prix du seau d'eau et des produits de première nécessité s'envolent. (D'après L'Express du 04/11/2006)

Menace sérieuse de sécheresse dans le Sud et le Sud-Ouest : la pluie se fait rare. La température par contre, augmente de manière anormale. La situation est peut-être plus grave qu'elle ne paraît. Le « *kere* » risque de frapper encore plus fort dans le Sud, mais également un peu partout à travers le pays. Le service de la météorologie vient, en effet, d'annoncer une baisse de la pluviométrie durant la saison des pluies, pour les 3 prochains mois. Les

habitants de ces régions devraient encore continuer de survivre avec les urgences alimentaires. (D'après Midi du 07/11/2006)

Du riz de luxe pour le Sud : l'initiative vient du Japon, qui vient d'octroyer 8900 t de riz de luxe. Cette aide entre dans le cadre du système de fonds de contre-valeur. Autrement dit, le fonds récupéré à travers la commercialisation de ce riz sera affecté au financement d'autres projets de développement. "Ce riz sera évidemment vendu à un prix plus bas que la normale et ne devra pas dépasser les 800 Ar", explique le ministre Harison Randriarimanana. Le Kri est une forme d'aide traditionnelle du Japon. **Une des filiales du groupe Tiko vient de mettre ce riz sur le marché.** (D'après L'Express du 27/11/2006)

«**Le pays se meurt, sauvons le !**» Alors que la XIIe conférence internationale sur le réchauffement climatique se poursuit à Nairobi, le quotidien *La Tribune* s'exclame : «*Le pays se meurt, sauvons le !*». *La tribune* estime que la déforestation et les feux de brousse qui ravagent depuis ces dernières semaines la Grande Île sont liés au réchauffement de la planète. Le journal déplore notamment que les incendies de la réserve d'Ankarafantsika aient duré plusieurs semaines, «*sans qu'aucun secours aérien n'ait pu être envisagé*». *La Tribune* conclut par cette interpellation directe : «*Le président candidat ne peut-il pas acheter pour l'environnement un appareil de type Canadair, après s'être doté d'un aéronef aussi cher pour sa propagande ?*». (D'après Rfi du 09/11/2006)

Madagascar mieux noté grâce aux bonnes performances en matière d'éducation et de santé : selon le rapport sur le développement humain du Pnud, qui se fonde sur des indicateurs de richesse de la population, Madagascar est classé au **146ème rang mondial, alors qu'en termes de Pib, le pays est relégué au 170ème rang.** Deux facteurs essentiels expliquent cet écart : les bonnes performances dans les domaines de l'éducation et de la santé, concrétisées par la hausse de l'espérance de vie à 55 ans, seuil supérieur à celui des autres pays africains, et le taux de l'alphabétisation de 71% (contre 39,3% par exemple au Sénégal). Par contre, l'environnement des affaires et des échanges a tendance à se dégrader. Les exportations de café, de vanille, de cacao et du girofle se détériorent et n'ont que peu de rentabilité. L'accès aux financements est bloqué à cause de l'instabilité politique, des infrastructures inadéquates et de l'inflation. (D'après Les Nouvelles du 18/11/2006)

Le site du quotidien La Gazette devient payant. Seules quelques introductions d'articles sont désormais accessibles.

Au 29/11/2006, 1euro 2694 Ariary (cours pondéré)